

époques critiques de l'histoire, la soi-disante « fidélité », a des idées périmées équivaut à la pire trahison de la lutte de classe.

Le battage hystérique mené actuellement par les trotskistes et quelques consorts douteux autour de la « révolution » yougoslave ne les mènera pas loin. Les ouvriers d'avant-garde qui ont fait l'expérience de la bureaucratisation, et qui en ont dégagé les conclusions nécessaires ne se battront pas pour la défense d'une autre bureaucratie. Le seul fruit que les dirigeants trotskistes retireront de leur campagne seront les coups de pied dont Tito les gratifie constamment (73).

L'avant-garde ouvrière tirera les conclusions précieuses qui se dégagent de l'affaire yougoslave, en comprenant que la bureaucratie constitue actuellement une réalité historique, et que les bases de son pouvoir se trouvent dans l'expropriation du prolétariat, dans la monopolisation par une couche sociale de la gestion de l'économie et de l'état. Pour les fractions du prolétariat qui suivent encore le stalinisme, l'expérience yougoslave sera un ferment dont pourra germer l'esprit critique face au stalinisme et à la bureaucratie, quel que soit sa nationalité. Ce sont là, et non dans la mobilisation des ouvriers au service de la bureaucratie yougoslave, les résultats positifs que nous pouvons attendre de l'affaire Tito.

PIERRE CHAULIEU,

GEORGES DUPONT.

(73) Voici un passage édifiant d'un discours d'un ministre yougoslave : « les divers types suspects rassemblés autour d'une IV^e Internationale, divers espions impérialistes, etc... » (Tanyug, Bulletin d'Information, n° 86, p. 3. C'est de ce Bulletin d'Information que « La Vérité » recommande instamment la lecture à la classe ouvrière). Les trotskistes « expliquent » ces ignobles calomnies par l'« ignorance » dans laquelle se trouvent les dirigeants titistes de la véritable nature de la IV^e Internationale. Comme disait Socrate, « nul n'est méchant volontairement ».

LA GUERRE ET NOTRE EPOQUE

(suite)

I. — PROLETARIAT ET DIRECTION REVOLUTIONNAIRE

FACE A LA GUERRE

Au seuil de ce second article sur la guerre et notre époque, il n'est pas inutile de préciser à nouveau les raisons qui nous poussent à porter un intérêt tout à fait particulier aux problèmes qui sont posés au prolétariat par le déclenchement successif sur une échelle chaque fois élargie, de guerres entre les grandes puissances exploitrices du monde.

Précédemment, nous avons insisté essentiellement sur nos raisons générales. C'était tout d'abord parce que « toutes les couches de la population sentent peser lourdement sur elles la menace d'une guerre terrible qu'elles sentent et savent inéluctable, parce qu'elles ont le sentiment que la guerre est rentrée dans le mécanisme même de la société moderne, bien qu'elles ne sachent pas exactement pourquoi ni quel est ce mécanisme ». C'était ensuite parce que ce même sentiment que nous partageons avec la quasi totalité de l'humanité, mis à part quelques « théoriciens » marxistes qui nous accusent assez risiblement de vouloir jouer aux originaux, nous a amené à énoncer sur le plan théorique que cette guerre qui pèse sur la destinée du monde moderne constitue « la clé de voûte de toute conception de l'histoire contemporaine et de la politique révolutionnaire à notre époque ». Nous pensons, en effet, qu'elle exprimera « un moment décisif de l'évolution du système mondial d'exploit-

tation, non seulement parce qu'elle ébranlera les bases matérielles et politiques des régimes d'exploitation en présence, mais encore parce que les masses y feront leur expérience du capitalisme et de la bureaucratie sur une échelle et à un niveau sans comparaison avec tout ce qui a précédé ».

Ces raisons générales cependant, pour essentielles qu'elles soient, ne suffisent pas à justifier la manière particulière dont se manifeste l'intérêt que nous portons à la guerre et qui, sur ce point, distingue radicalement notre attitude de celle qui est prise par les autres courants révolutionnaires. Pour nous, il ne suffit pas d'avoir une conception historique et une perspective plus ou moins limitée qui soient fondées pour se dégager de toute responsabilité, sous prétexte que l'on dit la « vérité » aux masses. Cela devient évident lorsque cette vérité qu'il ne faut pas cacher c'est justement l'inéluctabilité de la guerre. Se contenter de propager cette idée *sans plus*, ce ne serait pas seulement avoir une influence démoralisatrice sur la masses, ce serait tout simplement une absurdité. En fait, le véritable problème, c'est qu'il faut avoir une perspective de l'évolution de la guerre elle-même qui montre, d'une part, concrètement en quoi les masses trouveront, non pas malgré la guerre mais à cause d'elle, les conditions objectives d'une expérience radicale du phénomène bureaucratique qui domine notre époque, et qui montre d'autre part les moyens idéologiques et pratiques qui permettront au prolétariat de donner une issue positive à cette expérience.

C'est pour surmonter la contradiction indéniable qui existe, si l'on se place au point de vue traditionnel qui a été celui de la théorie révolutionnaire jusqu'ici, entre la reconnaissance de l'inéluctabilité de la guerre et l'armement idéologique positif du prolétariat, que nous sommes justement amenés à rompre avec ce point de vue traditionnel. C'est ainsi que nous sommes amenés à étudier les conditions *générales* de la lutte armée du prolétariat et non pas, comme on l'a fait jusqu'ici, un de ses *aspects particuliers et privilégiés*, tel que l'est l'insurrection conçue comme *l'ultime acte* d'une situation révolutionnaire qui aurait été correctement exploitée, c'est-à-dire approfondie et élargie par une action politique juste.

Deux points de vue.

On peut évidemment se placer exclusivement au point de vue du « révolutionnaire professionnel » qui ne s'intéresse qu'à la prise insurrectionnelle du pouvoir dans le cadre de ce que

l'on peut appeler la perspective « la plus favorable » qui est typiquement celle que l'on nomme une *situation révolutionnaire*. On peut même dire ou croire qu'une telle situation révolutionnaire est inéluctable et, en conséquence, n'admettre la possibilité de la guerre « impérialiste » que dans l'éventualité d'un échec de l'action prolétarienne. On peut ainsi se vanter de ne pas démoraliser le prolétariat avec des perspectives trop sombres. En fait, sous prétexte de faire confiance à la spontanéité des masses, les « révolutionnaires professionnels » d'aujourd'hui qui ne s'intéressent qu'à la prise insurrectionnelle du pouvoir, ne cherchent qu'à voiler le caractère véritablement « démoralisant » de leurs propres positions théoriques dans lesquelles le prolétariat ne joue plus en fait que le rôle d'infanterie de la révolution.

Cette spontanéité, en effet, ne signifie qu'une seule chose : c'est le prolétariat lui-même qui assume alors *tous les risques* inhérent à un tel passage à l'offensive contre les exploités. De nos jours, plus que jamais, ces risques augmentent et posent même, dès le départ, des problèmes de lutte armée. On sait qu'il est maintenant commun pour les ouvriers de lier toute éventualité d'une grève générale illimitée à l'insurrection elle-même et cette considération fait perdre à la grève son caractère d'étape transitoire et partant limitée, jouant un rôle autonome dans la maturation révolutionnaire.

Dans ces conditions, on ne voit pas comment on peut parler d'une situation révolutionnaire s'ouvrant d'ici la guerre et évoluant durant toute une étape transitoire sur un plan économique et politique comme de l'éventualité la plus probable et dont l'issue positive faisant reculer la guerre ne dépendrait plus que d'une action insurrectionnelle conçue comme dernier acte de la situation favorable ainsi créée. Toute la littérature qui consiste ensuite à expliquer que le succès de cette action ultime n'est pas certain, qu'il dépend de la politique juste du parti révolutionnaire du prolétariat et de sa reconnaissance par les masses et que l'échec toujours possible ouvrira alors inéluctablement la voie à la guerre « impérialiste », n'est que phrases vides.

La réalité c'est qu'au point de vue du prolétariat, la distinction entre perspectives les plus favorables et perspectives les plus défavorables devient de plus en plus illusoire. Par contre, il est évident que si l'on se place au point de vue *extérieur* à la classe de l'utilisation consciente par une « direction révolutionnaire » d'une situation effectivement favorable, mais en réalité résultant de l'action spontanée et de l'héroïsme des

ouvriers, une telle distinction peut sembler très importante.

Ce point de vue ne peut pas être le nôtre : ceci non seulement en ce que nous nous refusons de nous placer à ce point de vue extérieur à la classe, mais encore parce qu'il est fort peu réaliste. Il y a longtemps que les ouvriers se sont élevés eux-mêmes à la conscience de la nécessité de la prise du pouvoir insurrectionnelle et « attendent eux aussi » une occasion historique qui favorise une offensive générale et se refusent d'une manière très déterminée à un héroïsme sans lendemain et qui implique des risques immenses. Sans un certain nombre de conditions, des actions autonomes d'envergure ne peuvent être sérieusement escomptées.

Or, dans le cadre d'une analyse correcte du monde actuel et d'une perspective véritablement historique, et non plus seulement partielle, qui en découle, c'est la guerre elle-même, et ceci non pas *en tant que guerre en général*, mais en tant que *dernière guerre de l'ère capitaliste*, qui offrira ces conditions « favorables ». En effet, il est absurde de croire que le capitalisme engendre comme cela des guerres en général. Si les guerres sont bien, comme le dit Marx, des grandes accélératrices du processus historique, cela ne peut signifier que ceci : dans le cadre historique de l'ère capitaliste, l'accélération de l'évolution ne peut avoir d'autre sens que l'accélération de la tendance la plus profonde du capitalisme : celle à la concentration des forces productives. La guerre qui vient posera la limite ultime de cette tendance avec comme objectif : la domination mondiale. En même temps, elle sera l'expression véritablement la plus élevée des contradictions du système mondial d'exploitation puisse qualifier de contradictions capitalistes, c'est-à-dire qui soient objectivement favorables à une révolution prolétarienne.

Le problème de la « lutte sur les deux fronts ».

Une chose est tout d'abord évidente : la conjonction des intérêts d'une bureaucratie influente et puissante, de la fidélité au stalinisme basée sur la tradition et des risques encourus par toute action offensive d'envergure contre la bourgeoisie pousse toute une partie de la classe à subordonner toute action au concours de la puissance matérielle russe. Evidemment, ce dernier facteur n'est réellement décisif que dans la mesure où la fraction croissante de l'avant-garde faisant l'expérience de la bureaucratie est réduite à l'impuissance et se sent réduite à l'impuissance.

En effet, la caractéristique essentielle de la période actuelle n'est pas que les conditions objectives de la prise de conscience complète de l'exploitation bureaucratique ne seraient pas données aux éléments ouvriers avancés (du jour où elles sont données pour son expression théorique définitive, ainsi que c'est le cas, elles le sont aussi pour la conscience de l'avant-garde ouvrière, bien qu'en d'autres termes), mais c'est que toute action prolétarienne autonome d'envergure pose directement le problème d'une lutte révolutionnaire sur les « deux fronts », capitaliste et bureaucratique, lutte qui, de plus, implique l'emploi presque immédiat de la violence organisée. On peut même dire que la prise de conscience de ce problème par l'avant-garde ouvrière constitue l'homologue ouvrier de la reconnaissance théorique de la nature de l'exploitation bureaucratique. En effet, pour les ouvriers, la compréhension politique se pose directement en termes d'action, et ainsi ne peut être considérée séparément d'une orientation d'action. Or, et c'est ici que cette constatation prend toute sa signification, il n'existe pas et il ne peut exister, aussi bien sur le plan politique que sur celui propre à la violence organisée, de solution stratégique, qu'elle soit empirique ou théorique, conciliable avec une dualité des buts.

La stratégie politique léninienne, malgré certaines apparences, ne comportait pas une telle dualité des buts, ni dans la question de la révolution dans les pays arriérés n'ayant pas fait leur révolution bourgeoise (du moins après avril 17), ni dans celui de l'attitude face à la social-démocratie. Dans le premier cas, on sait que les thèses d'avril ont rejoint ce qu'il y avait de positif dans la thèse de Trotsky de la Révolution permanente. Dans le second, la théorie de l'aristocratie ouvrière, base d'une social-démocratie conçue comme agent ouvrier de la bourgeoisie faisait que l'affaiblissement d'un des deux adversaires ne pouvait paraître en aucun cas signifier le renforcement de l'autre.

Justement, de nos jours, « l'attentisme » ouvrier repose avant tout sur l'idée que la lutte sur les deux fronts est impossible tant que l'affaiblissement de l'un des adversaires semblera signifier obligatoirement le renforcement de l'autre. « On ne peut que compter les coups ». Une telle idée mine à la base même toute action autonome et, sur le plan de violence organisée, l'hétérogénéité des moyens qu'implique une dualité des buts confère à toute action d'envergure un caractère contradictoire quasi insoluble. Il est illusoire de croire qu'à ce stade de conscience les ouvriers se laisseront aisément aller à leur sponta-

néité et que donc de grandes actions autonomes créeront cette situation « la plus favorable » à l'utilisation politique, générale d'abord, insurrectionnelle ensuite, par « une direction révolutionnaire » aux intentions pures.

Mais ce sentiment d'impuissance de l'avant-garde, dont nous parlions plus haut, qui prévaut et prévaudra en gros dans la période de préparation de la guerre, trouvera dans la guerre elle-même les conditions matérielles et idéologiques de son dépassement. En effet, d'une part, les contradictions du système mondial d'exploitation trouveront un terrain commun et unique d'expression dans la guerre; d'autre part, la nature de classe, identique quant au fond, des blocs antagonistes, se dévoilera universellement. Ceci dit, il convient de souligner que, déjà même avant la guerre pour ainsi dire « officielle », le fait que les staliniens seront amenés à détourner de plus en plus les actions de classe dans le sens de véritables escarmouches de sabotage de la production du bloc atlantique, permettra à cette avant-garde d'amorcer sérieusement son expérience. En effet, si la subordination croissante des intérêts ouvriers les plus élémentaires aux intérêts de la « guerre froide » de la bureaucratie stalinienne rencontrera toujours une approbation politique de la part des ouvriers les plus attachés au stalinisme, elle posera de plus en plus aux yeux des autres ouvriers le problème en ses véritables termes : suivre les staliniens signifie sacrifier ses intérêts immédiats pour les objectifs finaux lointains assez utopiques et pour le moins douteux d'une nouvelle « grande puissance ».

Les conditions du dépassement de la période actuelle d'attente.

Une des tâches essentielles de l'avant-garde organisée est donc de poser les bases du dépassement idéologique de la période actuelle d'« attente » en ouvrant aux yeux des ouvriers une perspective d'action *positive*, à la fois dans la guerre et d'ici la guerre. Il est évident que le problème de l'orientation d'action à donner à l'avant-garde de la classe d'ici la guerre sort du cadre de cet article. Cependant, toutes les réponses que l'on pourra donner par ailleurs à cette question n'auront une valeur quelconque que si l'on montre que les actions amorcées par la classe durant cette période, loin de voir leurs effets annulés par la guerre, malgré tout inéluctable, ne constituent en fait que les premières manifestations d'une irruption autonome de la classe ouvrière sur la scène historique, qui trouvera son apogée

dans la guerre elle-même. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile commence pour ainsi dire dès maintenant, mais pour que les ouvriers les plus conscients le comprennent, il faut évidemment montrer que cette transformation est possible au sein de la guerre elle-même.

Pour cela, il ne suffit évidemment pas d'affirmer que l'identité profonde du système mondial d'exploitation se dévoilera universellement dans la guerre. Ce n'est pas là une perspective et si nous ne faisons que réaffirmer cette idée, qui n'est d'ailleurs pas notre monopole, bien qu'elle ait reçu dans cette revue une expression plus systématique que partout ailleurs, nous resterions comme les autres en deça du problème crucial que se posent les ouvriers : peut-on lutter « sur les deux fronts » ?

Pour nous une perspective, pour être valable, doit englober tous les aspects de l'évolution et donc être au premier chef une anticipation de l'évolution consciencielle autonome du prolétariat. Pour cela, il faut avoir une vue claire sur les conditions matérielles et politiques dans lesquelles se fera l'expérience du prolétariat et sur la manière dont ces conditions évolueront. C'est parce que l'avant-garde organisée est à même d'accéder dès aujourd'hui à la compréhension de l'identité de fond du système mondial d'exploitation qu'elle peut anticiper sur l'expérience que fera inéluctablement la classe elle-même dans les conditions ultimes de la guerre. En second lieu, c'est uniquement sur la base d'une telle anticipation que peuvent être apportées les solutions théoriques positives au problème stratégique posé par l'existence simultanée et antagonique du « front » capitaliste et du « front » bureaucratique.

Le fait que nous tenions compte dans notre perspective de l'évolution consciencielle autonome de la classe conçue comme facteur primordial ne permet nullement de conclure à une sous-estimation de notre part du rôle effectif que doit jouer la direction révolutionnaire. On peut même considérer que dans notre conception, ce rôle ne fait qu'augmenter en importance. En effet, c'est uniquement grâce à l'apport idéologique de la direction révolutionnaire — apport ayant une base théorique qui est pratiquement son monopole — que pourra être levée l'hypothèque terriblement lourde que fera peser sur la conscience et sur la compréhension de l'avant-garde ouvrière la confusion des idées, d'une part, et celle peut-être encore plus grave des faits eux-mêmes. Il est évident que, dans la guerre, cette double confusion sera poussée à son paroxysme et qu'il sera alors trop tard, même pour ceux qui en auront enfin compris la nécessité, pour poser les bases théoriques d'une

compréhension des événements. Trop tard parce qu'alors c'est justement sur le plan de l'action elle-même que la direction révolutionnaire devra apporter les solutions positives qui permettront à l'avant-garde ouvrière dans son action autonome de se délimiter d'une manière claire et tranchée de toutes les autres initiatives que pourront prendre et que prendront les masses et qui seront obligatoirement équivoques dans leur contenu. C'est seulement ainsi que l'avant-garde ouvrière pourra jouer son rôle primordial qui est celui d'être véritablement un exemple vivant et communicatif pour l'ensemble de la classe. C'est dans ce sens que l'on peut dire sans crainte d'exagérer que la capacité de l'avant-garde ouvrière dépend directement de la capacité de la direction révolutionnaire d'influencer d'une manière prépondérante cette avant-garde.

II. — LIMITES HISTORIQUES DE LA CONCEPTION LENINIENNE DES GUERRES IMPÉRIALISTES ET TERMES ACTUELS DU PROBLÈME

Le fait seul que nous nous plaçons au point de vue des conditions générales de la lutte armée du prolétariat et non, comme on l'a fait jusqu'ici, au point de vue de l'insurrection conçue comme ultime acte d'une situation révolutionnaire correctement exploitée sur le plan politique, nous amène à étudier la guerre, soit celle dont nous venons de sortir, soit la prochaine, non pas comme l'expression sur un autre plan des conflits politiques du moment, mais comme une étape de l'évolution générale du système mondial d'exploitation et de ses contradictions.

Ce point de vue n'est pas contradictoire avec celui du léninisme de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pas plus qu'il ne l'est avec sa base théorique qui est l'utilisation marxiste de la célèbre formule clausewitzienne suivant laquelle la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Cependant, il exige d'aller plus loin que l'on ne peut le faire dans le cadre trop étroit de cette formule.

On sait que le défaitisme révolutionnaire : « l'ennemi c'est

notre propre bourgeoisie », « la défaite c'est le moindre mal » a constitué l'arme idéologique léniniste fondamentale de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Or ce mot d'ordre repose justement sur l'appréciation concrète de la guerre non seulement comme expression d'une politique déterminée, mais encore et surtout comme correspondant à une étape de l'évolution capitaliste, définie comme celle de la domination des monopoles. C'est en cela et en cela seulement que l'on peut parler d'une utilisation marxiste de la formule Clausewitzienne qu'il n'a jamais été question pour un marxiste de prendre en elle-même comme on le fait vraiment trop couramment. Il est à remarquer que, précisément la définition léninienne de l'impérialisme dépasse à la fois une simple caractérisation des régimes politiques et de leur structure légale (l'oligarchie financière a une réalité de fait indépendamment de ces régimes politiques ou juridiques), de même qu'elle dépasse le stade d'une caractérisation sociale indéterminée : il ne s'agit pas du régime capitaliste en général ou de la bourgeoisie en général, mais bien du capitalisme monopoleur, et d'une fraction déterminée de la bourgeoisie.

Sur un autre plan, la guerre, à l'époque impérialiste, devient la forme inéluctable d'expression de la contradiction capitaliste fondamentale existant entre les moyens et les buts. Elle l'est à deux égards. D'abord parce que les forces productives nationales sont trop développées pour les cadres nationaux étroits. Ensuite parce que le capitalisme qui a pénétré jusque dans les régions et les secteurs les plus arriérés est arrivé à un stade où le monde est déjà entièrement partagé et où toute modification du rapport de forces pose directement le problème de ce que Lénine appelle le « repartage » du monde. Or un tel repartage ne peut se faire que dans la guerre.

Il faut s'arrêter à cette idée léninienne du repartage du monde, parce qu'elle constitue la base historique profonde de la stratégie du défaitisme révolutionnaire dont elle détermine le caractère positif d'un côté et dont elle trace les limites objectives de l'autre. En effet pour Lénine la guerre impérialiste qui est une expression aiguë de la crise profonde du capitalisme, loin de la résoudre ne fait qu'approfondir cette crise. C'est justement cet approfondissement international de la crise que chaque bourgeoisie nationale essayait de surmonter dans la guerre et dans la victoire, qui pose les bases de l'action révolutionnaire des masses et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Néanmoins, une telle transformation n'est nullement inéluctable parce que le prolétariat ne pose

pas ses problèmes directement de lui-même sur le plan international et que, plus ou moins soumis à l'influence de l'idéologie bourgeoise, l'approfondissement international de la crise peut être voilé à ses yeux par la victoire de sa propre bourgeoisie sur la ou les bourgeoisies adverses. En effet, la possibilité d'un simple repartage du monde implique en elle-même la possibilité que certaines nations se trouvent favorisées par ce repartage alors que pour d'autres il en résulte l'effondrement de leur ancienne puissance impérialiste. Dans ces conditions, c'est évidemment dans le clan des vaincus que la structure du régime bourgeois risquera d'être le plus fortement ébranlée. Mais pour que l'action des masses dans ces pays puisse avoir une orientation réellement prolétarienne et révolutionnaire, il est indispensable que le prolétariat des pays vainqueurs se présente ouvertement comme un allié de ceux-ci en luttant contre sa propre bourgeoisie et en faisant obstacle à ses rapines impérialistes. Dans le cadre de cette perspective de repartage du monde, le défaitisme révolutionnaire ne peut nullement s'exprimer comme irruption d'une troisième force qui, au sein de la guerre elle-même, mette un terme à la guerre impérialiste avant même qu'il ne se trouve un vainqueur effectif dans l'un ou l'autre camp. Au contraire pourrait-on dire : c'est la défaite ou au moins l'ébranlement décisif de l'un quelconque des adversaires, c'est-à-dire en fait le dénouement de la guerre, qui est le point de départ à l'action révolutionnaire et le caractère internationaliste de la formule du défaitisme ne joue pleinement que comme expression de la solidarité internationale du prolétariat des pays vainqueurs avec l'action du prolétariat des pays vaincus. Pour cela évidemment, il faut que dans tous les pays et dès le début l'avant-garde prolétarienne ait lutté contre la victoire de sa bourgeoisie, pour le moindre mal de la défaite, et ceci non seulement parce que l'on ne peut connaître d'avance quel sera le vaincu de fait, mais encore et surtout parce que seule une solidarité internationale effective peut permettre au prolétariat des pays vaincus de mener jusqu'au bout son action révolutionnaire, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir. On voit donc que le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire était considéré sous un angle essentiellement pratique, comme agent indispensable d'exploitation de la crise mise à l'ordre du jour par la guerre impérialiste. C'est dans ce sens que Lénine pouvait parler de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Mais en même temps se trouvaient posées les limites de cette action révolutionnaire. En effet, dans la mesure où la social-

démocratie se trouvait assez forte pour maintenir les masses dans le marais social-patriote, le fait que la guerre ne faisait en définitive qu'exacerber internationalement les contradictions du capitalisme au lieu de leur apporter une solution, n'empêchait nullement que malgré ces contradictions accrues puisse se fonder sur la base du repartage du monde non seulement un nouvel équilibre entre les nations, mais encore un nouvel équilibre entre les classes. C'est justement ce qui s'est produit avec ce que l'on a appelé l'équilibre de Versailles. Et ce nouvel équilibre pouvait se maintenir jusqu'à une prochaine révolution... ou une prochaine guerre. Dans cette mesure, la guerre, le repartage du monde qui devait en découler, ouvraient bien la porte à une nouvelle stabilisation de caractère capitaliste dans l'éventualité d'une carence du prolétariat et pouvaient donc bien apporter une « solution » à la classe capitaliste prise dans son ensemble.

Le caractère quasi permanent, intangible pour ainsi dire, de cette double possibilité historique, était exprimé d'une part dans la formule suivant laquelle l'impérialisme était qualifié d'« ère des guerres et de révolutions » et d'autre part dans la formule qui affirmait que l'ère des guerres nationales progressives était close (sauf, mais avec de telles restrictions qu'on ne peut parler d'un retour à la conception marxiste du dix-neuvième siècle, pour les guerres coloniales d'indépendance). En fait ces deux formulations se balancent et se déterminent réciproquement : le défaitisme révolutionnaire se justifie par le caractère non progressif de toute guerre à l'époque impérialiste d'une part et la possibilité toujours ouverte d'un repartage du monde et d'un nouvel équilibre capitaliste limite l'expression du défaitisme révolutionnaire à la formulation « nationale » : « l'ennemi c'est notre propre bourgeoisie », « la défaite, c'est le moindre mal ». Pour que les contradictions internationales accrues du capitalisme à travers la guerre puissent servir à la révolution, il faut que le prolétariat soit politiquement en mesure d'agir dans le cadre national qui est le cadre historique de la bourgeoisie.

Ce rappel évidemment n'apprendra rien à personne : non seulement on connaît la « révision » apportée par Lénine sur le caractère progressif possible des guerres dites nationales, mais encore on considère l'ouvrage théorique de base sur lequel repose cette « mise au point » qu'est « L'Impérialisme stade suprême du capitalisme » comme étant un des apports fondamentaux du léninisme.

Par contre, on ne connaît pas du tout — ou au moins on

néglige totalement — la « révision » corrélatif qui a été faite par Lénine sur le problème des rapports existant entre l'organisation armée des grandes puissances et la caractérisation sociale des guerres. Pourtant Engels avait non seulement traité à fond ce problème, mais encore avait tiré de cette étude une perspective historique. Or l'essentiel de la stratégie léninienne du défaitisme révolutionnaire repose sur une « révision » des positions d'Engels sur ce problème particulier.

Ce point vaut la peine d'être élucidé. Voilà ce que dit Engels dans ses « Notes sur la guerre de 1870-71 » : « La Providence est toujours du côté des gros bataillons » était une des manières favorites dont Napoléon expliquait comment les batailles se gagnent et se perdent. C'est d'après ce principe que la Prusse a agi. Elle s'est préoccupée d'avoir de « gros bataillons ». Quand en 1807, Napoléon lui interdit d'avoir une armée de plus de 40.000 hommes, elle renvoya ses conscrits après six mois d'instruction et les remplaça par des recrues novices, et ainsi, en 1813, elle fut à même de mettre en campagne 250.000 hommes sur une population de quatre millions et demi d'habitants... Seulement le système prussien a son point faible. Il doit concilier deux objectifs différents et finalement incompatibles. D'un côté il prétend faire un soldat de chaque homme physiquement apte, avoir une armée permanente n'ayant d'autre objet que d'être une école où les citoyens apprennent l'usage des armes, et un noyau autour duquel ils se rallient au moment d'une attaque du dehors. Jusque-là le système est purement défensif. Mais de l'autre côté, cette armée est destinée à être le soutien armé, le principal support d'un gouvernement presque absolu; et à cette fin l'école d'armes pour les citoyens doit être changée en école d'absolue obéissance aux supérieurs et de sentiments royalistes. Cela ne peut se faire que par un long service. C'est là qu'apparaît l'incompatibilité. Une politique étrangère défensive exige l'instruction de beaucoup d'hommes pendant une courte période pour avoir, en cas d'agression étrangère, un grand nombre d'hommes en réserve et la politique intérieure exige le dressage d'un nombre limité d'hommes pendant une longue période *pour avoir une armée fidèle en cas de révolution intérieure* (1). La monarchie quasi-absolue a choisi une voie intermédiaire... La fameuse obligation du service pour tous n'existe pas en réalité..., ce qui à l'origine était un peuple armé pour sa propre défense devient une arme toujours prête et disposée à l'attaque, un instrument de politique de ca-

(1) Mis en italique par nous.

binet. » Plus loin, Engels cite des chiffres et précise sa pensée en termes non équivoques : « Les hommes qui ont passé par l'armée ne dépassent pas 12 p. 100 de la totalité de la population mâle adulte... La « nation en armes » (en Prusse) est absolument une blague. » Montrant que le pied de guerre de la Confédération de l'Allemagne du nord (950.000 h. pour une population un peu inférieure à 30 millions), représente seulement 3,17 p. 100 de la population, Engels prouve qu'il serait aisé d'élever ce chiffre jusqu'à celui de 6 à 8 p. 100 de la population « immédiatement exercés et disciplinés pour être appelés en cas d'attaque, les cadres qu'il faut à la totalité étant maintenus en temps de paix comme cela se fait maintenant ». Et il ajoute : « Cela serait réellement une « nation en armes »; mais cela ne serait pas une armée bonne *pour les guerres de cabinet, pour la conquête ou pour une politique de réaction à l'intérieur.* » (1) Et il précise encore : « Pourtant ce serait simplement la formule prussienne changée en réalité. Si l'apparence d'une nation en armes a présenté une telle puissance, que serait la réalité ? Et nous pouvons compter que si la Prusse persistant à conquérir, y amène la France, la France fera de cette apparence une réalité — sous une forme ou sous une autre... Mais la Prusse ne peut-elle en faire autant ? — Certainement, mais alors elle cessera d'être la Prusse d'aujourd'hui. Elle gagnera en pouvoir de défense, tandis qu'elle perdra en pouvoir d'attaque; elle aura plus d'hommes, mais non pas aussi en main pour une invasion au commencement d'une guerre; *elle devra renoncer à toute idée de conquête, et quant à sa politique intérieure présente, elle sera sérieusement compromise.* » (1)

Ainsi Lénine, partant de l'analyse du capitalisme des monopoles, c'est-à-dire d'une analyse de caractère essentiellement économique, en est arrivé à envisager que, sur la base de la *collaboration de classe*, des guerres d'agressions et de conquêtes qu'il qualifie d'impérialistes, sont possibles, bien qu'elles exigent de « gros bataillons » et que de telles guerres n'entraînent nullement de manière inéluctable le relâchement du contrôle étatique réactionnaire de la bourgeoisie sur les masses, et ceci, bien que leur armement et leur entraînement soit devenu universel. Ce n'est que dans la défaite matérielle et ses conséquences, d'une part, et sur la base politique du défaitisme révolutionnaire, d'autre part, que les contradictions internationales accrues issues de la guerre peuvent être exploitées révolutionnairement par le prolétariat.

(1) Mis en italique par nous.

Ce qu'il y a d'important dans la nouveauté de cette position, c'est tout d'abord qu'à l'époque où justement il n'existe objectivement plus de possibilité d'existence de guerres que l'on puisse réellement qualifier de nationales (c'est-à-dire de guerres qui aient pour moteur la constitution de nouvelles nations comme cadre nécessaire au développement capitaliste bourgeois), le caractère nationaliste des guerres passe au premier plan. C'est ensuite que dans le cadre national les guerres impérialistes (qui ne sont plus des guerres nationales, mais des guerres de rapines) représentent le moment où le contrôle réactionnaire de la bourgeoisie sur les masses est le plus absolu et où l'esprit de collaboration de classe est le plus poussé. Or, c'est justement ce second point qu'il s'agit d'expliquer le plus clairement possible, car c'est lui qui explique que de grandes guerres, faites avec de « gros bataillons », et qui soient de caractère nationaliste, sont possibles à une époque où justement l'ère des guerres nationales est objectivement dépassé. En effet, comment peut-on entraîner les masses dans la guerre d'une manière plus universelle que cela ne s'est jamais fait, à une époque où le prolétariat et ses organisations semblent au faite de leur puissance et alors que cette guerre n'a pour objectif que les rapines d'une poignée d'exploiteurs. Si l'on veut bien aller à la racine de la conception léninienne de l'aristocratie ouvrière qui constitue la clé permettant de répondre à ce problème, on se rendra compte, peut-être avec un peu d'étonnement, que le caractère nationaliste de la guerre impérialiste, repose quasi entièrement sur les *bases sociales du régime*, bases sociales qui sont constituées par *une fraction de la classe ouvrière elle-même*. (1) On est ainsi amené à considérer que *dans la guerre impérialiste* le caractère nationaliste anti-prolétarien repose entièrement sur l'existence de l'aristocratie ouvrière. C'est pourquoi si cette aristocratie ouvrière, et plus précisément la social-démocratie qui en est l'expression politique achevée, est mise en échec, *il n'y a positivement plus de guerres possibles*.

Engels prédisait l'impossibilité des guerres de conquêtes faites avec de « gros bataillons ». C'est une perspective périmée,

(1) Il est évident que la notion de « bases sociales » que l'on peut ainsi dégager de la conception léninienne diffère sensiblement de celle que nous avons souvent utilisée lorsque nous parlons des « bases sociales » de la bureaucratie. Dans la société capitaliste classique, la véritable base sociale, c'est, sociologiquement, la bourgeoisie, la classe des propriétaires de moyens de production. Néanmoins, à l'époque du monopole, on est déjà fondé de parler de bases sociales du régime en parlant de couches qui se situent en dehors de la classe numériquement infime des monopoleurs. C'est dans ce sens aussi que nous parlons plus loin des bases sociales du fascisme.

mais au moins c'était une perspective. La formule de Lénine : « L'impérialisme c'est l'ère des guerres et des révolutions », tend à sa limite (1) à devenir la négation de toute perspective méritant ce nom. Il y a seulement *possibilité* de la guerre et une telle possibilité dépend entièrement de l'emprise de la social-démocratie. Ainsi l'immense apport du léninisme comme *pratique* révolutionnaire peut avoir pour effet, si l'on n'y prend garde, de substituer insensiblement l'action politique subjective — et plus particulièrement l'action politique du parti — à toute notion véritable de perspective. Nous allons montrer pourquoi.

C'est au départ d'une analyse économique, celle de l'ère des monopoles, nous l'avons vu, que Lénine expliquait l'existence et la nature de cette couche sociale que constitue l'aristocratie ouvrière et qui, en définitive, représente la base sociale qui permet que soient possibles des guerres nationalistes réactionnaires, c'est-à-dire des guerres nullement nationales, mais de pure rapine, impliquant toutefois une levée en armes véritablement de masse.

Mais cette analyse économique conduisait d'autre part Lénine à considérer que l'ère de la domination des monopoles constituait le « stade suprême du capitalisme ». C'est pourquoi le monde, à la suite des guerres, ne peut être qu'éternellement repartagé, au moins tant que la révolution ne vient pas mettre une fin à ces sanglantes épidémies qu'engendre le capitalisme. Cependant, ce tableau est un peu schématique : en effet, dans la mesure où le prolétariat, à travers la guerre, ses souffrances et ses défaites, n'est quand même pas arrivé à se dégager de l'emprise de la social-démocratie, le repartage du monde par la guerre ne se fait pas sans aggraver considérablement les contradictions internationales du capitalisme monopoleur. D'une part de grandes puissances impérialistes se voient frustrées de leurs colonies et donc de leurs surprofits, d'autre part des pays arriérés, semi-coloniaux et même coloniaux développent leurs forces productives et rentrent dans l'arène de la lutte pour le marché mondial. Ainsi, dans la paix elle-même, les bases objectives du réformisme se font de plus en plus étroites. Ce qui était déjà vrai dans la guerre, l'est encore dans la paix : l'aristocratie ouvrière elle-même se détache des courants réformistes qui l'avaient historiquement représentée de la manière la plus achevée sur le plan politique. Si bien que vu sous cet angle, l'échec des mouvements révolutionnaires directement issus de la guerre

(1) Limite que les trotskystes ont poussé de nos jours jusqu'à l'absurde.

et à travers la défaite, en Allemagne par exemple, prenait un caractère relativement moins grave et n'avait en tout cas qu'une signification transitoire au fond limitée : celle de la faiblesse des jeunes partis communistes de l'époque. Cela devient même la grande et la seule « leçon » de l'histoire, et Trotsky peut la résumer avec cette concision admirable : « La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. » On peut dire qu'arrivé à ce point, le cycle inauguré par l'analyse léninienne est achevé. Le défaitisme révolutionnaire, la lutte contre le social-patriotisme constituait au moins effectivement une lutte, on lui substitue après la guerre la politique de front unique : à cette altération de la notion même de perspective que représente l'affirmation que la guerre est toujours et seulement possible, on ajoute cette autre altération encore plus grave que la révolution elle aussi, est toujours possible et qu'en fin de compte tout dépend de la « ligne juste » des partis communistes. Le trotskysme a, quant à lui, poussé la superficialité historique de cette position jusqu'à l'absurde en découvrant un nouveau réformisme, jouant exactement le même rôle sociologique que l'ancien, mais dont la base économique se trouvait non seulement en dehors du capitalisme monopoleur, mais encore au sein d'un Etat prolétarien dit « dégénéré ».

Ce qu'il y a peut-être de plus grave dans les conséquences de cette position, c'est que l'analyse historique tout entière se réduit alors à une appréciation empirique des fluctuations du rapport de force entre les classes, si bien qu'à fini par s'encrer dans le mouvement ouvrier se réclamant du marxisme cette opinion absurde, qui est la négation même de l'œuvre de Marx lui-même, suivant laquelle sans contact direct et étroit avec la classe ouvrière il est impossible de tracer la moindre perspective révolutionnaire. On oublie simplement qu'une perspective révolutionnaire, c'est une perspective historique, parce que c'est l'histoire elle-même et elle seule qui est à l'échelle de l'action révolutionnaire du prolétariat.

Le problème posé dans ses termes actuels.

Il est évident de nos jours que la domination des monopoles ne constitue nullement le stade suprême du capitalisme. Capitalisme bureaucratique et capitalisme d'Etat en sont la preuve tangible. Mais c'est justement ici que commence la difficulté, ce que n'ont pas vu tous les théoriciens, pourtant nombreux, du capitalisme d'Etat. En effet, le phénomène capitaliste d'Etat n'a pas, comme avait celui du capitalisme monopoleur, un carac-

tère immédiatement et directement universel. On ne peut donc faire comme Lénine et déduire de l'analyse d'une nouvelle situation historique universelle les conséquences pratiques qu'il convient d'en tirer pour le prolétariat.

En effet, le « dépassement » de l'impérialisme classique sur le plan mondial que l'on peut en gros situer en 1929, a pris tout d'abord la forme de la rupture de la division internationale du travail « harmonieuse » qui prévalait jusqu'alors. C'est précisément dans ce cadre, que se fait l'évolution vers les formes dépassant le stade monopoleur, c'est-à-dire vers le stade étatique du capital. C'est là un des aspects des plus caractéristiques de l'économie moderne, bien que contradictoire avec la tendance fondamentale à la concentration du capitalisme dans son ensemble. (Voir n° 3 de la Revue, article de P. Chaulieu sur « La consolidation temporaire du capitalisme ».)

Mais, et c'est ce qui nous intéresse ici, il découle de cette rupture du marché mondial des inégalités de développement, telles que l'on assiste depuis à une véritable « anarchie » des régimes politiques existants. Pour ne prendre qu'un exemple, cette guerre a vu s'affronter des Etats dont les bases sociales étaient aussi variées que celles exprimées par le fascisme allemand, le labourisme anglais ou la bureaucratie stalinienne. Il est clair dans ces conditions qu'on ne voit pas quel genre de stratégie unique, ayant un caractère pratique, on pourrait déduire tout simplement et directement de l'analyse d'un monde aussi profondément contradictoire dans ses manifestations objectives. Nous avons déjà vu dans notre introduction que la lutte contre la bureaucratie semble ne servir en définitive qu'au renforcement de la domination américaine impérialiste, alors que précédemment, jamais la lutte contre le réformisme ne pouvait même sembler signifier le renforcement d'un impérialisme quelconque. On dirait véritablement que le système mondial d'exploitation, s'il engendre bien en son sein d'immenses contradictions, ne les engendre pas d'une manière uniformément universelle, mais qu'au contraire, chaque forme transitoire de domination du capital ait des contradictions qui lui soient propres. Autant dire, en d'autres termes, que précisément il serait erroné de parler comme nous le faisons, d'un système mondial d'exploitation.

En définitive, toutes les théories capitalistes d'Etat (1) élaborées jusqu'ici, restaient politiquement totalement impuis-

(1) Théories qui prétendaient justement donner une image mondiale du système d'exploitation.